

Une voix: Expliquez-vous.

M. Brewin: Mon agent officiel, qui est un ancien député fédéral, m'a assuré que le détail des frais électoraux avait été déposé en temps utile et avant la date limite.

M. Paproski: Monsieur l'Orateur...

Des voix: Oh, oh!

M. Paproski: ... je soulève la question de privilège. J'aimerais savoir si les députés d'en face savent où se trouve Murray McBride afin qu'il puisse lui aussi envoyer sa déclaration.

QUESTIONS ORALES

LES FINANCES

LA DÉVALUATION DU DOLLAR AMÉRICAIN— L'ÉVALUATION DU DOLLAR CANADIEN EN DEVICES AMÉRICAINES—LES PROPOSITIONS DES É.-U.

L'hon. Robert L. Stanfield (chef de l'opposition): Monsieur l'Orateur, j'adresse ma question au ministre des Finances et elle découle de la déclaration qu'il vient de faire à la Chambre. Le gouvernement des États-Unis a-t-il proposé ou demandé au gouvernement du Canada de fixer la valeur du dollar canadien au-dessus du niveau du dollar américain, comme l'a apparemment laissé entendre l'ancien secrétaire du Trésor, M. Connally, au moment de l'accord Smithsonian.

L'hon. John N. Turner (ministre des Finances): Non, monsieur l'Orateur. Les deux fois que j'ai parlé hier au secrétaire au Trésor des États-Unis, M. George Shultz, je l'ai avisé de notre intention de laisser flotter le dollar canadien.

L'hon. M. Stanfield: Monsieur l'Orateur, je voudrais poser une question supplémentaire face à la satisfaction qu'exprime le ministre du fait que les États-Unis n'ont pris aucune initiative commerciale jusqu'ici. Le ministre a-t-il reçu des assurances du gouvernement des États-Unis sur la nature des initiatives commerciales que ce gouvernement entend prendre? Je le demande surtout vu la déclaration attribuée au président, selon laquelle des mesures commerciales dures s'imposent et que c'est seulement en progressant «dans certaines catégories commerciales» que ce pays pourra en faire régresser d'autres. Le ministre peut-il nous donner l'assurance que les États-Unis ne se proposent pas de prendre une initiative comparable à la dernière.

L'hon. M. Turner: Nous ne connaissons évidemment pas la teneur de la mesure législative que le président présentera au Congrès, mais M. Shultz, le secrétaire au Trésor, est bien au courant que moi-même et mon collègue le ministre de l'Industrie et du Commerce avons fait valoir

Questions orales

que le Canada n'est pas responsable de la position commerciale actuelle des États-Unis et que, en ce moment, notre compte courant est déficitaire et avec les États-Unis et avec le monde.

L'hon. M. Stanfield: J'espère simplement que l'optimisme du ministre sera justifié, bien qu'il n'y ait pas réellement de quoi être satisfait dans sa déclaration. J'aimerais demander au ministre s'il faut voir une signification particulière à la pause plutôt révélatrice, remarquée d'ailleurs par le député de Waterloo, qu'il a faite après avoir déclaré qu'il laisserait flotter le dollar avant d'ajouter «pour l'instant», ou s'il avait simplement l'intention d'annoncer la politique du gouvernement dans ce domaine?

L'hon. M. Turner: Je tiens à assurer à l'honorable député qu'en matière de pauses, je ne cherche pas à rivaliser avec lui.

Des voix: Oh, Oh!

L'hon. M. Turner: La position du gouvernement canadien demeure la même, à savoir que nous continuerons à laisser flotter le dollar jusqu'à ce que nous puissions espérer que la situation monétaire internationale redevienne stable. Il nous semble que cette date finale sera au moins la conclusion d'un nouvel accord monétaire international que négocie actuellement le groupe des vingt.

L'hon. M. Stanfield: Monsieur l'Orateur, que le ministre des Finances le sache bien, je ne m'attends pas à ce qu'il soit capable de rivaliser avec moi sur le plan oratoire.

Des voix: Bravo!

LA DÉVALUATION DU DOLLAR AMÉRICAIN—LE PROGRAMME DISC ET LES AUTRES BARRIÈRES COMMERCIALES AMÉRICAINES

M. Max Saltzman (Waterloo): Monsieur l'Orateur, ma question supplémentaire s'adresse au ministre des Finances. Il a dit s'être entretenu avec le gouvernement des États-Unis au sujet du rajustement des parités monétaires et de la suppression de certaines barrières commerciales. A-t-il demandé audit gouvernement de faire disparaître certaines de leurs barrières commerciales, telles que le programme DISC?

L'hon. John N. Turner (ministre des Finances): Monsieur l'Orateur, je pense que mon collègue, le ministre de l'Industrie et du Commerce a pris la question en délibéré. Nous avons fait des démarches auprès des États-Unis pour leur indiquer que nous les aiderions dans la mesure du possible à adopter des dispositions plus libérales en matière de commerce international et de politique monétaire. Voilà, qui excluait bien entendu, toute sorte de subvention aux exportations ou aux investissements telles que les prévoit le programme DISC.

• (1540)

M. Saltzman: Compte tenu du réalignement des monnaies qui a lieu actuellement, le ministre a-t-il l'intention de modifier ses propositions budgétaires en conséquence?